

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 34 (1997)
Heft: 1325

Artikel: Un forum urbain pour renouer le dialogue
Autor: Delley, Jean-Daniel
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1015344>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Les quartiers en atelier

Se met en place, à Bâle-ville, une nouvelle expression de la démocratie directe. Au lieu de n'intervenir qu'à l'aboutissement d'un projet, la population, dans toutes ses composantes, est appelée à réfléchir sur son environnement, à imaginer, à proposer des améliorations de son mode de vie.

LE PHÉNOMÈNE EST commun aux centres urbains: vieillissement de la population, exode des actifs et des revenus élevés, charges sociales accrues et recettes fiscales en baisse. Le canton-ville de Bâle n'y échappe pas. Aussi ses autorités ont décidé de réagir. Plutôt que de proposer des solutions concoctées dans les bureaux de l'administration ou émanant des groupes d'intérêt, elles demandent son avis à la population.

Une réflexion ouverte dans les quartiers

Le projet «Werkstadt Basel», littéralement «Bâle, ville-atelier», vise à améliorer la qualité de la vie urbaine et à rendre ainsi plus attractive la cité rhénane. Objectif clairement avoué: accroître la diversité socio-économique de la population et favoriser les rentrées fiscales. À cet effet le Grand Conseil a voté un crédit de 900000 francs pour financer un vaste processus de consultation de la population.

De novembre 1997 à mars 1998, des ateliers de l'innovation ouverts à tous les habitants se dérouleront dans les 16 quartiers de la ville. Il s'agit de faire l'inventaire des revendications des résidents et des propositions de changement.

Au printemps 1998, ces propositions seront débattues dans le cadre de conférences de consensus, toujours au niveau des quartiers et ouvertes à tous les intéressés, de manière à aplatiser les oppositions et les conflits d'intérêt éventuels. Des fonctionnaires, spécialistes des différents thèmes abordés rendront les participants attentifs aux problèmes de faisabilité. Parallèlement dix conférences de consensus aborderont des thèmes qui débordent le cadre restreint du quartier. De leur côté, les organisations patronales et syndicales élaboreront des recommandations communes touchant à l'économie. L'Université apportera également sa contribution en développant des projets pour renforcer les atouts de Bâle. Mentionnons encore des ateliers réservés aux jeunes et aux femmes, l'instauration d'un dialogue transfrontalier et un effort particulier pour associer les résidents étrangers à ce processus.

De la consultation au programme d'action

En été 1998, les porte-parole des conférences de consensus présenteront publiquement les résultats de cette large consultation. Toutes les propositions seront alors examinées par le Conseil d'État qui adoptera un programme d'action au début de 1999.

Une idée qui vient d'Allemagne

C'EST EN ALLEMAGNE, au début des années soixante-dix, qu'ont vu le jour les premiers ateliers de ce genre. Le journaliste et futurologue Robert Jungk voulait donner la possibilité au plus grand nombre de personnes de débattre de leur avenir de manière démocratique. C'est pourquoi il a baptisé cette expérience «atelier du futur». Dans une première étape, les participants se concentrent sur la critique de la situation de fait. Ensuite ils expriment leurs vœux, leurs idées de changement; c'est la phase imaginative. Enfin ils examinent les moyens de réaliser ces vœux; c'est l'étape du projet. Depuis 1980, on a dénombré plus de 1000 ateliers du futur en Allemagne.

La conférence de consensus, elle, nous vient des États-Unis. Elle réunit des «laïcs» qui, sur la base d'informations présentées par des experts, tentent de formuler une position commune sur un sujet déterminé. Outre-Atlantique, cette démarche a été appliquée essentiellement dans le domaine de la santé afin d'identifier les problèmes de sécurité et d'efficacité des nouvelles techniques médicales.

À noter enfin que les organisateurs ont décidé d'ouvrir un site sur l'Internet (<http://www.werkstadt-basel.ch>) qui informe sur le déroulement du programme et les résultats intermédiaires et qui abrite un forum de discussion.

Le 17 novembre dernier, près de 500 personnes ont participé à la séance de présentation de ce projet. *jd*

Un forum urbain pour renouer le dialogue

À ZURICH, L'AFFECTATION des friches industrielles a vu s'affronter les autorités municipales d'une part, les milieux économiques et le canton d'autre part. Pour sortir de l'impasse où conduisait une incessante guérilla juridique, le président de la ville, Josef Estermann, a lancé l'idée d'un forum urbain.

Entre 1996 et 1997, huit groupes d'intérêt (habitants, spécialistes, associations, économie, administration, canton, propriétaires immobiliers et commission municipale du développement urbain) représentés chacun par cinq personnes se sont réunis à dix reprises en séance publique. Le but de cette démarche: d'abord créer une plate-forme d'échange des différents points relatifs aux problèmes et à l'avenir de cette partie sinistrée de la commune (Letten, prostitution, autoroute, misère sociale). Les séances étaient préparées et organisées par un groupe de pilotage – deux personnes indépendantes, le responsable de la planification régionale et une personne extérieure au canton – et le compte rendu des travaux largement diffusé aux médias.

Les participants sont rapidement tombés d'accord sur la nécessité d'une réhabilitation du quartier selon un processus coopératif qui respecterait l'égalité entre les autorités communales, les milieux économiques et les habitants. Sur cette base, le forum a élaboré plusieurs projets concrets qui doivent être réalisés d'ici l'été prochain. *jd*